

N.º 1107.

Bulletin des Lois, N.º 111.

ARRÊTÉ

Relatif à l'établissement de bureaux de douane pour la visite et le plombage des marchandises expédiées à l'étranger.

Du 25 Ventose an VIII de la République française, une et indivisible.

LES CONSULS DE LA RÉPUBLIQUE, sur la proposition du ministre des finances; le Conseil d'état entendu,

ARRÊTENT ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Il sera, dans les villes de commerce qui en seront jugées susceptibles, établi par l'administration des douanes, sous l'approbation du ministre des finances, des bureaux de douane où les citoyens auront la faculté de faire visiter et plomber les marchandises qu'ils expédieront pour l'étranger.

II. Les caisses et ballots dont les plombs auront été vérifiés, et qui seront accompagnés de l'acquit-à-caution, ne pourront être ouverts aux bureaux de la frontière.

III. Les fraudes et altérations de plombs seront poursuivies et punies conformément à la loi du 22 août 1791.

IV. Les droits ordinaires de sortie, fixés par le tarif des douanes, seront acquittés aux bureaux mentionnés en l'article II.

V. Il ne pourra être exigé en sus que les salaires du plombage, fixés à 75 centimes par chaque plomb, outre les frais de cordage et d'emballage, qui seront à la charge de l'expéditionnaire.

N.º 9.

THEATRE
LIBRARY

(Cass
Fol
FRC
10325
no. 21

VI. En exécution de l'article I.^{er} du présent arrêté, il sera établi à Paris un bureau de visite, dans le local et sous la surveillance directe de l'administration générale des douanes.

VII. Les ministres des finances et de l'intérieur sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera imprimé au Bulletin des lois.

Le premier Consul, signé BONAPARTE.

Par le premier Consul :

le secrétaire d'Etat, signé HUGUES B. MARET.

Le ministre des finances, signé GAUDIN.

A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE DU DEPOT DES LOIS,

PLACE DU CARROUSEL.

